

# Après le pacte des ennemis de la nation (PS et EELV), la candidature de Chevènement renforce le camp des patriotes

J'emprunte l'expression «ennemis de la nation» à Maximilien de Robespierre. Elle sied parfaitement au PS et à EELV signataires d'un pacte qui prend la forme d'un programme politique pour liquider la France.

Il s'agit d'occire le dernier fleuron de notre industrie, fleuron jaloué dans le monde entier, notre nucléaire civil qui contribue à notre indépendance énergétique, à notre souveraineté, à notre liberté. Il s'agit de renoncer à notre siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, de supprimer le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Il s'agit de la co-officialisation de 70 idiomes à égalité avec le français par la ratification de la charte des langues minoritaires et régionales. Tout cela a au moins le mérite de la clarté.

Il se pourrait bien que le PS ainsi bardé rencontre quelques difficultés à bernier une nouvelle fois le MRC et Jean-Pierre Chevènement. Le Che a demandé que tel Louis XI François Hollande déchirât ce pacte contraire aux intérêts de la France. JPC qui avait contribué à l'intronisation de François Mitterrand au congrès fondateur d' Epinay en 1971 et qui avait rédigé les deux programmes du Parti socialiste dans l'opposition en 1972 et 1980 avait été désavoué, trahi par le tournant de 1983. Beaucoup plus récemment un accord politique (1) avait été signé fin 2006 entre le MRC et le PS. François Hollande était le premier secrétaire et Ségolène Royale la candidate à l'élection présidentielle. La bougresse n'avait

pas attendu aussi longtemps que Mitterrand pour trahir. Ce fut fait entre les deux tours de la présidentielle . Elle fit siennes les thèses de la sortie du nucléaire en total contravention avec l'accord. Elle fila le parfait amour politico-idéologique avec un pseudo-philosophe très médiatisé pourfendeur de «l'idéologie française», aux antipodes du Che. Peu après, Royal et Hollande piétinèrent définitivement l'accord en se rendant coupables de crime conte la démocratie par le soutien, au moins implicite, au traité de Lisbonne, forfaiture de Sarkozy, coup d' État contre le souverain. Je pense comme Paul-Marie Coûteaux que tous ceux qui se sont rendus coupables et complices de ce crime devront rendre des comptes.

Le MRC était piégé par les très honorables accords politiques (et piètres accords électoraux) qu'il signait avec le PS. Gardien de l'orthodoxie socialiste républicaine, il est un reproche vivant pour le PS, sa conscience morale en exil, son «aiguillon républicain» comme le MRC aime misérablement à le répéter. Le MRC ne se reniait pas pour autant en signant avec le PS car ce dernier ne faisait pas de grandes difficultés pour faire mine de s'aligner sur les positions du MRC. Cela n'empêchait pas le MRC d'en sortir à chaque fois trahi et cocufié.

L'accord PS-EELV bouscule fort opportunément cette routine. Le Che n'a pas mâché ses mots : «Une secte [les Verts] fanatique, un mouvement anti-science, obscurantiste, régressif». Il espère encore que Hollande adoptera son «logiciel» après avoir renié celui des Verts. Il pourrait ainsi se retirer la conscience tranquille avec le sentiment du devoir accompli. Toujours cette fameuse stratégie d'influence. C'est lui qui a jadis convaincu la gauche de la nécessité de la force de frappe, la fameuse dissuasion nucléaire. Notre Cincinnatus national ne rêve pas d'être Président, même pas en se rasant, il n'en a pas non plus rêvé enfant. Il est candidat comme en 2002 par devoir et par défaut, «pour faire bouger les lignes». Les lignes ont bougé à gauche, mais pas dans le sens escompté. En attendant la candidature du Che renforce le camp des

patriotes. Sa voix porte. Elle amplifie celle tenue d'un Nicolas Dupont-Aignan et apporte, certes bien malgré lui, une onction à celle de la jeune Marine Le Pen. Celle-ci avait affirmé qu'elle se sentait proche de lui. De son côté les lignes ont bougé, la conversion républicaine de Marine est plutôt réussie. Eh oui on ne choisit pas toujours ses héritiers, encore moins ses compagnons et camarades de résistance. Et puisque comme le dit très justement JPC nous sommes en juin 40...

Le Che quant à lui et contre toute attente a fait bouger ses propres lignes. Partisan, en bon républicain, d'une citoyenneté de nationalité et non pas de résidence, il était par principe opposé au droit de vote des étrangers. Mais par l'effet d'un incroyable paralogisme il était malgré tout favorable au vote des étrangers : les ressortissants de l'Union européenne peuvent depuis le traité de Maastricht prendre part aux élections locales, les scandinaves peuvent voter, alors pourquoi pas les nord-africains plus proches de nous ? Dans son livre programme, Sortir la France de l'impasse (2), il écrit : «Ce n'est pas parce qu'on a commis une erreur qu'on doit la généraliser». Alléluia ! Il ne reste plus qu'à espérer que l'étape suivante soit un aggiornamento sur la question migratoire et la question islamique.

**Pascal Olivier**

(1)

[http://www.chevenement.fr/Declaration-commune-PS-MRC-volet-politique\\_a122.html](http://www.chevenement.fr/Declaration-commune-PS-MRC-volet-politique_a122.html)

(2) Sortir la France de l'impasse Fayard 2011